

Communiqué de Presse

Solidaires 44 appelle à manifester contre l'extrême-droite ce samedi 28 février à 16h, place des Dragons à Saint-Nazaire.

La mort tragique d'un militant identitaire nationaliste suscite émotion et gravité. Mais nous refusons que ce drame soit instrumentalisé pour brouiller les responsabilités et inverser le sens des combats démocratiques. Nous voyons déjà se déployer un récit visant à faire croire que l'antifascisme, l'égalité, la justice sociale ou l'antiracisme seraient comparables aux idéologies d'extrême-droite. Cette confusion n'est pas neutre : elle participe d'un déplacement dangereux du débat public.

L'antifascisme n'est pas une opinion parmi d'autres. C'est une vigilance démocratique. Dans l'histoire, le fascisme ne s'est jamais présenté comme tel : il s'est toujours avancé au nom de l'ordre, de la protection, de la nation, en désignant des ennemis intérieurs et en prétendant défendre la démocratie contre celles et ceux qui réclamaient davantage d'égalité.

Le fascisme ne se définit pas par la conflictualité sociale ou par la radicalité d'un discours politique. Il se reconnaît à des marqueurs précis : la hiérarchisation des vies, la désignation permanente de boucs émissaires, la remise en cause des droits universels, la glorification de l'autorité, l'affaiblissement des contre-pouvoirs, la banalisation de la violence politique. Défendre l'égalité des droits, l'État de droit et l'universalité des libertés ne relève pas d'une dérive autoritaire : c'en est l'exact contraire.

Assimiler des forces progressistes à une logique fasciste relève d'un procédé classique de renversement. C'est une stratégie de récupération linguistique : vider les mots de leur sens pour brouiller les repères. Faire passer l'antiracisme pour du "racisme inversé", qualifier la défense des droits sociaux d'"autoritarisme", parler de "totalitarisme" à propos de celles et ceux qui défendent l'égalité réelle – ces glissements sémantiques servent à banaliser les idées d'exclusion et à déplacer le centre de gravité du débat public.

Dans le même temps, nous constatons que l'extrême-droite cherche à transformer cette mort en symbole politique, à fabriquer une figure de "martyr" pour nourrir un récit identitaire et autoritaire, renforcer ses réseaux et légitimer ses thèses. Nous refusons cette instrumentalisation.

Ce militant lyonnais n'est pas mort "à cause de ses idées progressistes". Il est mort dans un contexte où des affrontements violents s'inscrivent dans une polarisation politique dont l'extrême-droite alimente elle-même la logique. Toute violence politique doit être condamnée. Mais refuser la violence ne signifie pas renoncer à nommer les idéologies qui fracturent la société et qui, partout où elles accèdent au pouvoir, s'attaquent aux syndicats, aux minorités, aux droits des femmes, à la liberté de la presse et à l'indépendance de la justice.

Le danger pour la démocratie ne vient pas de celles et ceux qui défendent l'égalité et les droits pour toutes et tous. Il vient des idéologies qui conditionnent ces droits, les hiérarchisent ou les restreignent.

C'est pourquoi Solidaires 44 appelle l'ensemble des organisations syndicales, associatives, politiques et citoyennes à se mobiliser **ce samedi à 16h, place des Dragons à Saint-Nazaire.**

L'antifascisme n'est pas une posture. C'est une responsabilité collective.

Dans l'histoire, le fascisme ne s'est jamais installé en annonçant la fin de la démocratie. Il s'est installé en prétendant la sauver.

Nantes , le 26 février 2026